

## AUX PHILIPPINES, LE COVID-19 N'ARRÊTE PAS LES LUTTES PAYSANNES



Quentin Minsier et H el ene Capocci

Mai 2020

*Aux Philippines comme presque partout dans le monde, le Covid19 nécessite des mesures de confinement. Dans ces circonstances compliquées, les partenaires philippins d'Entraide et Fraternité (E&F) continuent leur lutte pour l'accès à la terre, la mise en place de l'agroécologie, le renforcement des communautés de paysans et de pêcheurs. Les difficultés liées à la pandémie s'ajoutent à un contexte politique de répression des défenseurs des droits humains et de l'environnement et à une nouvelle loi favorisant les importations de riz à bas prix. Innovations inspirées de leur visite en Belgique en 2019, luttes paysannes similaires aux nôtres, nécessaire implication de l'UE pour les droits humains aux Philippines... une autre mondialisation est en germe !*

## L'actualité du Covid-19 aux Philippines

Depuis fin mars 2020, les Philippines connaissent elles aussi le confinement pour limiter la pandémie du Covid-19. Le pays traverse donc une période de paralysie suite à la décision du gouvernement de mettre la population en quarantaine. Fin avril, près de 8500 cas étaient confirmés et l'on comptait plus de 560 décès liés au coronavirus<sup>1</sup>. Les partenaires d'E&F sur place se disent particulièrement inquiets quant aux impacts des mesures de limitation des déplacements sur les travailleurs journaliers. Qu'ils soient des centres urbains ou des champs, ces travailleurs partagent le statut « no work, no pay » (« pas de travail, pas de paye »), sans aucune protection d'emploi ni filet de sécurité sociale.

Les agriculteurs qui ont accès à une terre pour cultiver sont autorisés à poursuivre leur activité en respectant les mesures de distanciation physique. **La récolte du riz s'est achevée peu de temps avant le confinement**, ce qui leur permet d'avoir des réserves suffisantes jusqu'à la prochaine saison. Toutefois, les agriculteurs âgés n'ont pas l'autorisation de sortir de chez eux pour se rendre dans leur ferme, surtout si celle-ci est éloignée de leur domicile. **Les aînés n'ont d'autre choix que de cultiver des légumes dans leur jardin**, activité facilitée par le soutien des partenaires d'E&F qui leur ont enseigné à produire leur engrais naturel et à conserver au mieux les semences.



Depuis le début du mois d'avril, les mesures de confinement ont été renforcées : certaines communautés sont totalement interdites de mouvements. Les partenaires expliquent que « Certaines communautés sont totalement fermées, ce qui signifie que personne ne peut sortir ou entrer dans la communauté. Certains barangays<sup>2</sup> imposent des horaires précis pour les sorties. En fait, le niveau de quarantaine communautaire varie en fonction des dirigeants locaux ».

<sup>1</sup> Chiffres du 30/04/2020 :

<https://gisanddata.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>

<sup>2</sup> Le barangay est la plus petite unité politique aux Philippines.

## Aide d'urgence du gouvernement

Dans un pays dont 1 habitant sur 4 vit avec moins de 2\$/jour (seuil de pauvreté), beaucoup se retrouvent actuellement en situation de crise. Pour soutenir la population, le Congrès philippin a approuvé la loi accordant des **pouvoirs spéciaux au président Duterte** pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Cette mesure spéciale prévoit notamment la mise à disposition du gouvernement de 275 milliards de pesos philippins (c'est-à-dire environ 5 milliards \$) pour approvisionner le secteur de santé en matériel médical nécessaire et constituer un fonds d'urgence pour les ménages en difficulté. Ce fonds sert par exemple à **distribuer des aides alimentaires (3 kg de riz/famille)** et sa mise en œuvre est réalisée par les autorités politiques locales. Une aide bienvenue pour les familles pauvres ou les familles paysannes qui ont vu leur culture de riz anéantie lors du passage d'un cyclone en juillet 2019, qui a détruit des systèmes d'irrigation. Les conséquences du réchauffement climatique commencent petit à petit à se manifester de différentes manières, faisant toujours payer le plus lourd tribut aux plus démunis.

### ... mais la répression est toujours au rendez-vous

Les partenaires d'E&F sur place font de leur mieux pour soutenir leurs membres si cela s'avère nécessaire : « *Nous nous coordonnons avec les autorités locales pour obtenir des « laissez-passer » afin de pouvoir nous déplacer et apporter une aide d'urgence* ». Les déplacements sont contrôlés et des *checkpoints* se multiplient pour renforcer la surveillance des citoyens.



Les habitants de l'île de Mindanao sont toutefois habitués aux contrôles d'identité par la police ou l'armée. En effet, en raison des tensions vives entre la guérilla communiste, l'insurrection islamiste (qui a donné lieu au siège de la ville de Marawi en 2017) et l'armée philippine, la loi martiale, d'application depuis mai 2017 pour faire régner l'ordre sur l'île, n'a été levée que depuis quelques mois. Le président a d'ailleurs menacé ses concitoyens de l'imposer à nouveau s'ils ne respectaient pas les mesures de confinement, mettant en place des équipes de militaires et policiers de « gestion de crise »<sup>3</sup>. Il a également fait réagir la communauté internationale par une déclaration explosive dont il a le secret, ajoutant qu'il autorisait les forces

<sup>3</sup> <https://www.lapresse.ca/international/asia-et-oceanie/202004/17/01-5269754-covid-19-le-president-philippin-menace-de-loi-martiale.php> Voir également l'article rédigé par un membre de l'association philippine Peace and Development Group, partenaire de l'ONG belge Quinoa : <http://www.quinoa.be/blog/dagyaw/>

de l'ordre à tirer sur les auteurs de troubles qui ne respectent pas la quarantaine<sup>4</sup>. Précisons que, **si la loi martiale n'est officiellement plus d'actualité, l'état d'urgence, lui, perdure**, maintenant le couvre-feu et les contrôles d'identité via les checkpoints à Mindanao. La chasse aux rebelles communistes et islamistes a donc toujours cours, permettant de **maquiller les arrestations et autres intimidations d'activistes de défense de l'environnement ou des droits humains** en « gestes pour la Nation », sous couvert d'impunité<sup>5</sup>. Une menace plane donc toujours au-dessus des acteurs de la société civile réclamant une réforme agraire et le soutien à la petite paysannerie.

**L'Union européenne**, en tant que quatrième plus gros partenaire commercial des Philippines et sa principale source d'aide au développement, **a une responsabilité vis-à-vis de cette situation**. L'Europe est également liée à l'archipel par un mécanisme offrant un accès préférentiel au marché européen en échange du respect de 27 conventions internationales en matière sociale, environnementale et de gouvernance (GSP+) ainsi que par un accord de partenariat et de coopération en place depuis 2018. Néanmoins, force est de constater que la défense des droits humains ne pèse pas assez lourd dans la balance des échanges commerciaux. Comme nous l'avons exposé dans notre récente étude : « *L'Europe ne se saisit pas de ces outils pour faire pression sur le gouvernement Duterte pour qu'il mette un terme à ses violations répétées des droits fondamentaux, malgré des appels en ce sens en provenance du Parlement européen et d'organisations de la société civile aux Philippines. [...] Dans ce contexte, l'Europe devrait au minimum faire respecter les engagements du gouvernement philippin dans le cadre du GSP+ et de l'accord de partenariat, en particulier en matière de protection des défenseurs des droits humains et de soutien à la société civile. Et si d'autres négociations devaient être envisagées, ce devrait être en accord avec les intérêts de la souveraineté alimentaire et des petits producteurs philippins, ainsi que du respect de leurs droits fondamentaux.*<sup>6</sup> »

## La loi sur l'importation de riz : la porte ouverte au riz étranger

En outre, ces derniers mois, les marchés du pays ont été inondés par le riz industriel et bon marché provenant des pays voisins. En cause ? **Une nouvelle** loi entrée en vigueur en février 2019 malgré la contestation populaire, **qui lève toute barrière à l'importation de riz industriel de l'étranger**.

Avant cela, la production nationale de cette denrée essentielle au régime alimentaire des Philippines était relativement protégée : il existait des quotas limitant les importations de riz étranger et des droits de douane relativement élevés. Cette loi risque bien de fragiliser encore un peu plus les petits producteurs nationaux face à la concurrence des productions hautement subsidiées du Vietnam ou de la Thaïlande, par exemple (même si, en raison du coronavirus, le Vietnam vient de suspendre ses exportations vers les Philippines).

Depuis son adoption, Joy (DKMP), MinMin (CONZARRD) et Jam (KilosKa) partagent le même constat : « **Les paysans locaux subissent de lourdes pertes ! Leurs ventes ont baissé de**

<sup>4</sup><https://www.lalibre.be/international/asia/aux-philippines-le-president-duterte-demande-a-la-police-de-tuer-les-perturbateurs-du-confinement-5e85c1fc9978e22841423afd>

<sup>5</sup> <https://www.lowyinstitute.org/the-interpretor/martial-law-lifted-state-emergency-persists-mindanao>

<sup>6</sup> Etude d'Entraide et Fraternité en collaboration avec le CETRI et 11.11.11, réalisée par Cédric Leterme, « Accès à la terre des paysans, pêcheurs et communautés indigènes aux Philippines. Etude de cas dans l'île de Mindanao », p. 29-30, disponible sur : [https://www.entraide.be/IMG/pdf/03-01\\_etude\\_philippines\\_fr.pdf](https://www.entraide.be/IMG/pdf/03-01_etude_philippines_fr.pdf)

plus de 30% car le prix du riz importé est beaucoup plus faible que celui du riz biologique produit localement. Ils n'ont alors d'autre choix que d'essayer de vendre leurs produits à un prix malheureusement insuffisant pour faire vivre leur famille. En novembre, neuf mois après l'entrée en vigueur de la loi, la Fédération des agriculteurs libres a estimé à plus ou moins 140 milliards de pesos philippins les pertes pour les agriculteurs (équivalent à environ 2,5 milliards d'€). **Cette loi favorise une agriculture industrielle** qui utilise les produits chimiques et détruit l'environnement, la vie, au lieu de privilégier ceux qui développent une agriculture saine et durable ».

Mais les partenaires d'E&F sont déterminés à réagir ; Jam explique : « Nous avons lancé une campagne de mobilisation pour s'opposer à cette loi. Celle-ci a pris de l'ampleur car la fédération nationale des mouvements paysans des Philippines s'est jointe à nous. **Nous avons aussi lancé une pétition qui a obtenu 55 000 signatures** en quelques jours. Nous sommes pour la plupart issus de familles d'agriculteurs. Ce lien à la terre nous pousse à nous battre. » Cette résistance prend donc une ampleur nationale mais passera également par chaque village : « Nous allons aussi renforcer la sensibilisation des habitants de nos villages sur l'importance d'acheter des produits meilleurs pour leur santé et cultivés par les personnes de leur communauté », complète Joy (DKMP).



## Relocaliser, unir ses forces, diversifier sa production... des directions à suivre au Nord comme au Sud

Outre cette campagne de mobilisation, les partenaires d'E&F accompagnent les paysans dans la diversification de leur production afin de diminuer leur dépendance au riz. Mais surtout, ils poussent les paysans à unir leurs forces et à se regrouper en coopératives : « **J'ai rencontré en Belgique des coopératives et j'ai été impressionnée par cette solidarité** qui existe entre les paysans. Il est devenu évident que nous devons faire la même chose ici. » nous dit Joy.

CONZARRD, renforcé par la réception du prestigieux prix régional de l'agriculture familiale biologique délivré par le Ministère de l'agriculture, a récemment inauguré la première coopérative « Farmers for a Healthy World » : « Elle rassemble des dizaines d'organisations paysannes et producteurs indépendants, détaille Min Min. C'est capital de se rassembler pour faire face à aux produits importés. Un des grands objectifs cette année sera de renforcer cette coopérative afin qu'elle devienne un acteur clé de l'économie locale ».



Ces actions qui sont menées par nos partenaires philippins sont en résonance parfaite avec les revendications portées par de nombreux acteurs belges à l'occasion du 17 avril, journée internationale des luttes paysannes<sup>7</sup>. **Relocaliser les systèmes alimentaires, soutenir la transition agroécologique et diversifier les cultures pour gagner en résilience** : autant de mesures d'urgence à mettre en place à l'aune de la crise mondiale engendrée par l'épidémie de coronavirus. En effet, cette crise démontre à quel point il est insensé de s'obstiner dans cette double logique d'agriculture industrielle, destructrice de l'environnement et qui appauvrit les paysans, et de dépendance accrue aux importations, notamment via la multiplication d'accords de libre-échange. Le message de la souveraineté alimentaire gagne aujourd'hui en pertinence de façon irréfutable, à nous de veiller à ce qu'il se traduise en actes concrets dans les prochains mois et les prochaines années.

---

<sup>7</sup> Voir la carte blanche signée par un collectif de signataires dont Entraide et Fraternité : « Le Covid-19 montre l'urgence de relocaliser dès maintenant les systèmes alimentaires », in : *Le Soir*, 12/04/2020 : <https://plus.lesoir.be/294025/article/2020-04-12/le-covid-19-montre-lurgence-de-relocaliser-des-maintenant-les-systemes?fbclid=IwAR3ytnRJKz5PU26fJdH8laoZkikftBNcTv6nM452IjXZLX0ZKd4T190V-WA>